



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Liberté

Égalité

Fraternité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL_444_5Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Mission régionale d'autorité environnementale
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté
sur le projet de révision générale n°2
du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays Lédonien (39)**

N°BFC-2025-002251/A PP

PRÉAMBULE

Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays Lédonien (39) a prescrit la révision générale n°2 de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) le 14 décembre 2021 et a arrêté son projet le 11 mars 2025.

En application du Code de l'urbanisme¹, le présent document d'urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale. La démarche d'évaluation environnementale consiste à prendre en compte l'environnement tout au long de la conception du document. Elle doit être proportionnée à la sensibilité environnementale du territoire concerné par le document d'urbanisme et à l'importance des incidences environnementales de ce dernier. Cette démarche est restituée dans le rapport de présentation du document. Le dossier expose notamment les dispositions prises pour éviter, réduire voire compenser les impacts sur l'environnement et la santé humaine.

Ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, le dossier fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale qui porte sur le caractère complet et la qualité de la restitution de l'évaluation environnementale ainsi que sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le document d'urbanisme. Cette analyse porte tout particulièrement sur la pertinence et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation des impacts. L'avis vise à contribuer à l'amélioration du projet de document d'urbanisme et à éclairer le public. Il n'est ni favorable, ni défavorable.

En application de l'article R.104-21 du Code de l'urbanisme, l'autorité environnementale compétente pour les schémas de cohérence territoriale (SCoT) est la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe). Elle bénéficie du concours d'agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui préparent et mettent en forme toutes les informations qui lui sont nécessaires pour rendre son avis.

Les modalités de préparation et d'adoption du présent avis sont les suivantes :

La DREAL a été saisie par le pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Lédonien (39) le 21 mars 2025 pour avis de la MRAe sur le projet de révision générale n°2 de son SCoT. Conformément au Code de l'urbanisme, l'avis de la MRAe doit être émis dans les trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R.104-24 du Code de l'urbanisme, l'agence régionale de santé (ARS) a été consultée le 24 mars 2025.

La DREAL a transmis à la MRAe de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) tous les éléments d'analyse nécessaires à sa délibération, notamment un projet d'avis.

Après en avoir délibéré entre le 17 juin 2025 et le 20 juin 2025 avec les membres suivants : Hugues DOLLAT, Aurélie TOMADINI, Marie WOZNIAK, l'avis ci-après est adopté.

Nb : En application du règlement intérieur de la MRAe BFC adopté le 30 janvier 2024, les membres délibérants cités ci-dessus attestent qu'aucun intérêt particulier ou élément dans leurs activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause leur impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Cet avis, mis en ligne sur le portail de l'évaluation environnementale (<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews>) et sur le site internet des MRAe (<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>), est joint au dossier d'enquête publique ou mis à disposition du public.

¹Articles L. 104-1 et suivants et R. 104-1 et suivants du Code de l'urbanisme issus de la transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

SYNTHÈSE

Le territoire du Pays Lédonien est localisé dans la partie sud-ouest du département du Jura, autour de sa ville centre Lons-le-Saunier. Il est composé de 199 communes et de quatre intercommunalités, représentant une population de 88 487 habitants en 2019. Le territoire est majoritairement rural, dominé par les espaces boisés (50 %) et agricoles (40 %). Il présente une grande diversité de paysages : Bresse jurassienne, coteaux du Revermont, premier plateau du Jura avec ses reculées, région des Lacs, Petite Montagne et environs de Moirans-en-Montagne.

Le premier schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays Lédonien a été approuvé le 15 mars 2012 puis révisé en 2021. La seconde révision générale du SCoT, objet du présent avis, vise à intégrer une extension du périmètre du SCoT ainsi que les récentes évolutions réglementaires (contenu modernisé du SCoT, objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols issus du Sradet² Bourgogne Franche-Comté et de la loi Climat et Résilience).

La population du Pays Lédonien a augmenté de 1968 à 2008 et diminue depuis 2008. Le projet de SCoT révisé vise une croissance démographique de + 0,06 % par an sur la période 2025-2045, correspondant à l'accueil de 1 000 habitants supplémentaires en 20 ans. Ce scénario justifie un besoin de 5 840 logements nouveaux. Le projet de SCoT prévoit une consommation d'espace maximale de 271 ha pour la période 2021–2030 et de 254 ha pour la période 2031–2045, toutes destinations confondues (habitat, activités, équipements...).

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sur le projet de SCoT concernent la limitation de la consommation d'espaces et de l'artificialisation des sols, la préservation des milieux naturels, des continuités écologiques, des zones humides et du paysage, l'adéquation du projet de développement avec la ressource en eau potable et l'assainissement, la prise en compte des risques naturels, des nuisances et des pollutions et l'adaptation au changement climatique.

Le dossier du SCoT est de bonne qualité. Dans l'ensemble, il a évolué de manière favorable par rapport aux préoccupations environnementales et a globalement pris en compte les remarques et recommandations émises, notamment par la MRAe, dans son précédent avis, ce qui est à souligner.

La MRAe recommande principalement :

- **de compléter le dossier à partir des données les plus récentes ;**
- **que le SCoT soit plus ambitieux en matière de sobriété foncière afin que le territoire soit en mesure d'atteindre les objectifs de « zéro artificialisation nette » (ZAN) à l'échéance de 2050 ;**
- **de préciser les modalités de mise en œuvre de la stratégie foncière du territoire visant à optimiser l'utilisation de l'espace (actions concernant la résorption de la vacance, densités de logements, etc.) ;**
- **de reprendre la déclinaison de la trame verte et bleue et de renforcer les prescriptions du document d'orientation et d'objectifs (DOO) concernant l'identification des zones humides dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme ;**
- **de conforter les mesures prévues dans le DOO pour s'assurer de l'adéquation du développement prévu avec la ressource en eau potable et les capacités d'assainissement, et de viser des objectifs quantitatifs plus ambitieux concernant la gestion des eaux pluviales dans les aménagements ;**
- **d'intégrer dans le DOO des mesures visant à améliorer la résilience de l'urbanisation existante en zone inondable ;**
- **de définir des objectifs chiffrés de production d'énergies renouvelables, d'identifier les secteurs de moindre impact environnemental favorables à leur développement, et de garantir la préservation des ressources, notamment celles de la filière-bois, dans le cadre de la contribution du territoire à l'atténuation des effets du changement climatique ;**
- **de prendre en compte les risques liés aux espèces envahissantes présentant des risques pour la santé et l'environnement.**

Les recommandations émises par la MRAe pour améliorer la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet de SCoT sont précisées dans l'avis détaillé ci-après.

²Sradet : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

AVIS DÉTAILLÉ

1. Présentation du territoire et du projet de SCoT

1.1. Contexte et présentation du territoire

Le territoire du Pays Lédonien est un espace à dominante rurale du département du Jura, en région Bourgogne-Franche-Comté. Localisé au sud-ouest du département du Jura, sur l'axe Bourg-en-Bresse / Dole, il s'étend sur une superficie de 185 350 hectares, autour de sa ville centre, Lons-le-Saunier, préfecture du département.

Le Pays Lédonien accueille 88 487 habitants (données Insee 2019) et compte 199 communes³, regroupées en quatre établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : la communauté d'agglomération Espace Communautaire Lons Agglomération (ECLA – 32 communes) et les communautés de communes Bresse Haute Seille (CCBHS – 54 communes), Porte du Jura (CCPJ – 21 communes) et Terre d'Émeraude Communauté (CCTEC – 92 communes).

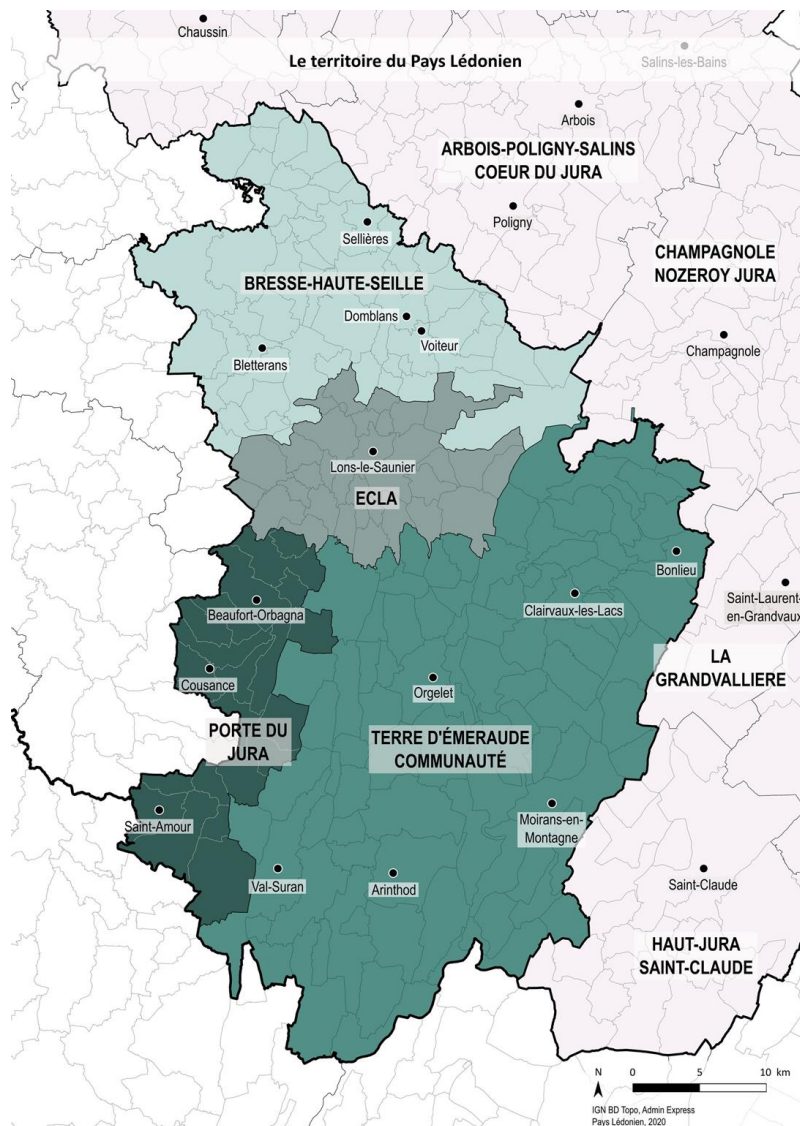


Figure 1 : Le territoire du Pays Lédonien
(Source : site internet du Pays Lédonien)

Le territoire du Pays Lédonien présente une grande diversité de paysages : Bresse jurassienne, coteaux du Revermont, premier plateau du Jura avec ses reculées⁴, région des Lacs, Petite Montagne et environs de Moirans-en-Montagne.

Les espaces boisés (feuillus, conifères ou mixtes), qui occupent 50 % du territoire, dominent le paysage. Les

³Après la fusion le 1er janvier 2025 de la commune de Sainte-Agnès avec Val-Sonnette (CC Porte du Jura)

⁴Vallées étroites et profondes bordées de falaises et de hautes parois abruptes qui se terminent en cul-de-sac

surfaces agricoles représentent environ 40 % du territoire, avec principalement des prairies (80 % des surfaces agricoles), en lien avec les activités d'élevage bovin et la filière comté qui est très développée sur le territoire. Les grandes cultures (céréales, oléagineux) représentent 18 % des surfaces agricoles et sont surtout localisées dans la Bresse. Les vignes (1 % des surfaces agricoles) sont principalement situées sur les coteaux du Revermont. Les surfaces en eau représentent 2 % de la surface du territoire, avec notamment l'Ain et sa retenue de Vouglans, les lacs du plateau du Jura et les étangs de la Bresse. Les surfaces urbanisées ne représentent que 3 % du territoire.

Le territoire est desservi par deux infrastructures routières importantes, orientées nord-sud : l'autoroute A 39, qui relie Dijon à Bourg-en-Bresse *via* Dole, et la route départementale RD 1083 (ex RN 83), qui relie Besançon à Bourg-en-Bresse. La traversée est-ouest du territoire est plus contrainte en raison de la topographie et s'appuie sur plusieurs routes départementales.

Le territoire est également traversé par une ligne ferroviaire d'axe nord-sud (ligne du Revermont), qui relie Besançon à Bourg-en-Bresse et dessert quatre gares du Pays Lédonien (Lons-le-Saunier, Saint-Amour, Domblans-Voitteur et Cousance), ainsi que sept gares situées à proximité et pouvant être facilement utilisées par les habitants du territoire. Le niveau de desserte ferrée des grands pôles régionaux et interrégionaux reste cependant limité (liaisons limitées en nombre, pas de liaison directe, ou liaison assurée par autocar), hormis vers Besançon.

17 communes du Pays Lédonien sont situées dans le périmètre du parc naturel régional (PNR) du Haut-Jura. 24 communes sont concernées par la loi Montagne et les treize communes riveraines du lac de Vouglans sont concernées par la loi Littoral.

Le dossier informe que l'ensemble des EPCI du Pays Lédonien s'est engagé dans l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal⁵, ce qui facilitera l'application du projet de territoire.

1.2. Le projet de révision générale n°2 du SCoT

Le premier SCoT du Pays Lédonien a été approuvé le 15 mars 2012. Son périmètre concernait alors six intercommunalités et une commune adhérant individuellement, pour un total de 85 communes.

À la suite d'une extension significative de son périmètre, tant en termes de surface que par le nombre de communes adhérentes, le Pays Lédonien a mené une première procédure de révision générale de son SCoT, approuvée le 6 juillet 2021. Son périmètre concernait alors quatre EPCI et 183 communes. Le SCoT du Pays Lédonien a fait l'objet, dans le cadre de cette première révision, d'un avis de la MRAe de Bourgogne-Franche-Comté en date du 21 avril 2020⁶.

Une seconde mise en révision du SCoT a été engagée par délibération le 14 décembre 2021. Objet du présent avis, cette révision générale vise à intégrer une nouvelle extension du périmètre du SCoT liée à l'évolution des EPCI (intégration de 17 nouvelles communes correspondant à l'ancienne communauté de communes Jura Sud), les évolutions législatives concernant la modernisation des SCoT⁷ et les nouvelles dispositions en matière de lutte contre l'artificialisation des sols, issues de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 et du Sraddet Bourgogne Franche-Comté. Ce projet de révision générale n°2 du SCoT a été arrêté le 11 mars 2025.

Les objectifs du SCoT ont été établis pour la période 2025-2045. Le projet d'aménagement stratégique (PAS) est organisé autour de trois axes principaux déjà présents dans le SCoT de 2021 visant à promouvoir un développement et un aménagement durables du territoire, et un axe transversal introduit pour mettre au premier plan l'ambition de réduction de l'artificialisation et de lutte contre l'étalement urbain :

- réduire l'artificialisation des sols et lutter contre l'étalement urbain (axe transversal) ;
- développer un territoire en réseau (axe 1) ;
- conforter les ressources locales (axe 2) ;
- préserver le cadre de vie (axe 3).

Les moyens de mise en œuvre de ces grands objectifs sont traduits dans le document d'orientation et d'objectifs (DOO) qui compte 73 prescriptions.

Le diagnostic territorial du SCoT du Pays Lédonien s'appuie sur la période 1968-2019. Le territoire a connu ces dernières décennies une croissance démographique proche des tendances départementales et régionales, avec une augmentation importante entre la fin des années soixante et le début des années 2000 (78 230 habitants en 1968 à 88 249 en 2008, soit une hausse de 13 %). Cependant, depuis 2008, le Pays Lédonien connaît une perte de dynamisme démographique (-0,07 %/an), avec une première période de légère croissance entre 2008 et 2013, suivie par une seconde période de légère baisse démographique entre 2013

⁵Cf. pièce n° 3 « Justification des choix » (partie 2.1, page 16)

⁶Cet avis est disponible sur le site de la MRAe Bourgogne-Franche-Comté (<https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-plans-et-programmes-de-la-mrae-a647.html>).

⁷L'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale a été prise en application de l'article 46 de la loi ELAN. Ses dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2021. Elle modernise le contenu et le périmètre des SCoT pour tirer les conséquences de la création des Sraddet et du développement de plans locaux d'urbanisme à l'échelle intercommunale.

et 2019 du fait du vieillissement de la population et de la baisse du nombre de naissances. Un apport de population extérieure vient compenser le déficit du solde naturel permettant ainsi de maintenir une stabilité démographique à l'échelle du territoire couvert par le SCoT. Cet essoufflement récent de la croissance démographique ne se traduit pas de la même manière à l'échelle de chaque EPCI. En effet, les dynamiques démographiques, et particulièrement d'accueil de la population, ne sont pas homogènes. Le territoire est polarisé par la ville de Lons-le-Saunier qui représente à elle seule environ 19 % de la population totale du SCoT.

En 2019, le Pays Lédonien comptait d'après le dossier 88 487 habitants, soit près d'un tiers de la population du Jura (34,1 %). Le diagnostic ne présente pas de chiffre au-delà de cette date, alors que des données plus récentes sont disponibles. On constate que le territoire a connu une légère baisse de population avec 88 210 habitants en 2021 (source Insee). Une actualisation des données serait nécessaire afin de refléter au mieux les tendances démographiques du territoire.

La MRAe recommande d'actualiser le diagnostic social avec les données récentes de l'Insee.

Le projet de SCoT vise une dynamique de stabilisation de la population, voire de légère croissance démographique de +0,06 % par an, correspondant à l'accueil de 1 000 habitants supplémentaires en 20 ans pour atteindre une population de 87 370 habitants en 2045 (moyenne globale de + 50 habitants par an). Cette croissance prévisionnelle traduit la volonté des élus de soutenir les tendances passées à l'échelle du Pays Lédonien, et se base sur le fait que le territoire bénéficie d'une dynamique relativement supérieure à l'échelle départementale avec sa ville-centre de Lons-le-Saunier, qui bénéficie d'une hausse récente de sa population (+0,15 % par an entre 2013 et 2019). Si l'hypothèse retenue paraît optimiste au regard des évolutions démographiques récentes observées, le projet est moins ambitieux et plus cohérent que le précédent qui prévoyait une croissance annuelle moyenne de +0,35 % (soit 6 500 habitants à l'horizon 2041). Comme cela était le cas dans le SCoT de 2021, le projet de SCoT révisé prévoit que la croissance soit répartie de manière égalitaire pour chaque EPCI qui devra décliner par la suite ses objectifs de développement au regard de l'armature urbaine. Cette projection est fondée sur l'objectif d'une répartition harmonieuse de l'offre nouvelle dans le but de garantir un dynamisme de tous les EPCI.

Le territoire est caractérisé par une population relativement âgée par rapport aux moyennes départementales, régionales et nationales, et donc par un solde naturel en diminution. La part des plus de 65 ans représente en effet 25 % de la population totale. De la même manière que le vieillissement de la population, le Pays Lédonien subit un phénomène généralisé de diminution de la taille des ménages (3 personnes en 1968 à 2,1 en 2019). En outre, le territoire enregistre une augmentation de la part de personnes seules, de couples sans enfants et de familles monoparentales et une diminution des couples avec enfants. Ainsi, à l'échelle du SCoT, les petits ménages représentent les trois quarts des ménages, tandis que les petits logements représentent à peine plus d'un quart du parc de logements.

Pour répondre aux besoins de la population et de son évolution, le PAS prévoit la production de 5 840 logements, neufs et au sein du bâti existant, avec une offre diversifiée, à l'horizon 2045.

Ils se répartissent de la façon suivante :

- pour les besoins liés au desserrement des ménages – c'est-à-dire les logements à produire pour pallier la diminution de la taille moyenne des ménages à population constante – le volume à produire est estimé à 4 370 logements ;
- pour les besoins liés à la croissance démographique – c'est-à-dire les logements à produire pour accueillir les nouveaux habitants – le volume à produire est estimé à 420 logements ;
- pour les besoins liés au renouvellement du parc – c'est-à-dire les logements à produire pour compenser la dégradation naturelle du parc (démolitions, logements inadaptés à réhabiliter...) – le volume à produire est estimé à 1 050 logements.

La MRAe remarque que les chiffres présentés dans la pièce n° 3 « Justification des choix » et ceux repris le PAS⁸ diffèrent légèrement, ce qu'il conviendra de rectifier.

Le SCoT indique que la déclinaison de ces objectifs de production de logements doit se faire dans le respect du principe de renforcement de l'armature urbaine qui vise à rapprocher les habitants des pôles d'emplois, de services et d'équipements.

Pour cela, le projet de SCoT révisé du Pays Lédonien s'appuie sur l'armature urbaine suivante :

- le pôle urbain de Lons-le-Saunier – Perrigny – Montmorot (26 % de la population du Pays Lédonien), ayant une fonction de ville centre avec une concentration des emplois, des grands équipements et des services ;
- les bourgs-centres (six communes), qui concentrent des équipements et des services à l'échelle des bassins de vie de proximité ;

⁸Les besoins liés à la diminution de la taille des ménages sont 4 380 logements dans le PAS contre 4 370 dans la justification des choix, et ceux liés au renouvellement du parc sont de 1 040 logements dans le PAS contre 1 050 dans la justification des choix (source : PAS, point 1.3.2, page 23 et « Justification des choix », point 2.1, pages 15).

- les bourgs-relais (20 communes), qui complètent l'offre des bourgs-centres par des services qui répondent aux besoins quotidiens des usagers ;
- les communes rurales (170 communes), où peuvent s'implanter des équipements et des services proportionnés à des besoins locaux.

Le SCoT prescrit une répartition des objectifs de production de logements par EPCI (Cf. Figure 2).

	SCOT en vigueur	Projection à 2045 à l'échelle du SCOT (Application tendance 2008-2019)	Projection à 2045 à l'échelle d'ECLA	Projection à 2045 à l'échelle de CCBHS	Projection à 2045 à l'échelle de CCPJ	Projection à 2045 à l'échelle de TEC
Effet démographique : évolution de la population des ménages	+ 6 500 hab. en 20 ans (+0,35%/an)	+ 1 000 hab. en 20 ans (+ 0,06%/an)	+ 400 hab.	+230 hab.	+125 hab.	+290 hab.
Besoins en logements pour accueillir la population (effet démographique)	2 300 lgts	420 lgts	160 lgts	90 lgts	50 lgts	120 lgts
Besoin en logements pour maintenir la population (desserrement des ménages et renouvellement du parc)	6 000 lgts	5 420 lgts	2 200 lgts	1 170 lgts	670 lgts	1 380 lgts
Total de logements à produire	8 300 lgts 415 lgts /an	5 840 lgts 293 lgts /an	2 360 lgts 118 lgts/an	1260 lgts 63 lgts/an	720 lgts 36 lgts/an	1500 lgts 75 lgts/an
Rythme annuel 2011-2020 (sitadel)	-	248 lgts/an	82 lgts/an	69 lgts/an	28 lgts/an	68 lgts/an

Figure 2 : Besoins en logements par EPCI et pour le Pays Lédonien pour la période 2025 – 2045
(Source : Justification des choix, partie 2.1, page 21)

Les logements programmés sont répartis par EPCI et non selon les différents niveaux de pôles de l'armature urbaine, ce qui ne permettra pas de renforcer avec certitude l'armature démographique fixée. Ainsi, il conviendrait de présenter en complément une territorialisation du nombre de logements par niveau de l'armature urbaine.

Afin de conforter l'objectif de renforcement des centralités et de garantir la structuration voulue du développement urbain, la MRAe recommande de compléter la répartition des objectifs de production de logements par polarité.

Le projet de SCoT prévoit une consommation d'espace de 271 ha pour la période 2021 – 2030 et de 254 ha pour la période 2031 – 2045.

2. Les enjeux environnementaux identifiés par la MRAe

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sur le projet de SCoT du Pays Lédonien sont :

- la limitation de la consommation d'espaces et de l'artificialisation des sols ;
- la préservation des milieux naturels, des continuités écologiques, des zones humides et du paysage ;
- l'adéquation du projet de développement avec la ressource en eau potable et l'assainissement ;
- la prise en compte des risques naturels, des nuisances et des pollutions ;
- l'adaptation au changement climatique et transition énergétique.

3. Caractère complet et qualité des informations contenues dans le dossier

Le dossier du SCoT du Pays Lédonien comporte toutes les pièces réglementaires attendues⁹ : projet d'aménagement stratégique (PAS), document d'orientation et d'objectifs (DOO) et annexes (diagnostic, évaluation environnementale, justifications des choix, etc.). Une fiche de présentation, ou « clé de lecture », du dossier aiderait à comprendre sa structure.

⁹Le contenu du SCoT est défini aux articles L.141-1 à L.141-19 du Code de l'urbanisme.

Le diagnostic est composé de trois fascicules : le diagnostic socio-économique, le diagnostic paysager et urbain et l'analyse de la consommation d'espace, et l'état initial de l'environnement. Le résumé non technique de l'évaluation environnementale fait l'objet d'un fascicule séparé, ce qui permettra au public de l'identifier aisément.

Le DOO reprend la même structuration (axes et objectifs) que celle du PAS afin d'assurer la cohérence des deux documents. Il fixe 73 prescriptions que devront respecter les collectivités dans le cadre de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme de niveau communal (PLU) ou intercommunal (PLUi), des cartes communales, des programmes locaux de l'habitat (PLH) et des plans de mobilité (PDM). Afin de visualiser les évolutions apportées par rapport au DOO de 2021, le contenu existant qui n'est pas amené à évoluer apparaît en écriture grise, les éléments retravaillés et/ou complétés apparaissent eux en écriture noire.

Afin de faciliter la compréhension du DOO et sa bonne application par les collectivités, il aurait été utile d'y intégrer un tableau de synthèse des différentes prescriptions¹⁰, reprenant pour chacune d'elles le sujet concerné, les principaux objectifs à respecter, le lien éventuel avec d'autres prescriptions...

La MRAe recommande d'intégrer au DOO un tableau de synthèse de ses différentes prescriptions, afin d'en faciliter son appropriation par les collectivités.

Le dossier du SCoT est de bonne qualité. Il propose de nombreuses cartes, tableaux ou schémas pour illustrer les enjeux du territoire. Il fait parfois référence à des données maintenant un peu anciennes, qu'il conviendrait d'actualiser (cf. remarques dans la suite du présent avis). Dans l'ensemble, il a évolué de manière favorable par rapport aux préoccupations environnementales et a globalement pris en compte les remarques émises, notamment par la MRAe dans son précédent avis, ce qui est à souligner.

Le projet de SCoT a bien pris en compte le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de Bourgogne Franche-Comté (Sraddet) de novembre 2024, qui a notamment intégré les objectifs de la loi Climat et Résilience.

L'évaluation des incidences du SCoT sur l'environnement porte sur le PAS et le DOO. L'analyse des incidences du DOO a été menée selon une approche thématique, présentée sous forme de questions¹¹. Pour chaque thématique sont rappelés les enjeux et tendances d'évolution mis en avant dans l'état initial de l'environnement puis sont présentés les réponses apportées par le projet de SCoT, les risques d'incidences négatives, une synthèse des incidences et une conclusion. Afin d'évaluer de manière argumentée les incidences, le document s'attache à citer et analyser les prescriptions du DOO correspondant à la thématique concernée. Le sommaire du rapport environnemental pourrait être plus précis concernant le chapitre sur l'évaluation des incidences du SCoT, en faisant apparaître les sous chapitres (et ainsi les thématiques environnementales étudiées).

4. Analyse de la prise en compte de l'environnement et de la santé

4.1. Consommation d'espace et limitation de l'étalement urbain

L'analyse de la consommation passée a été établie sur la période 2011 – 2021 pour deux notions proches qui ne doivent pas être confondues, à savoir la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) d'une part, et l'artificialisation d'autre part¹². L'analyse a donc conduit au bilan suivant :

- 553 ha d'Enaf ont été consommés (246 ha à destination de l'habitat, 97 ha pour les activités économiques, 96 ha pour les infrastructures, équipements d'énergies renouvelables et carrières, 78 ha pour des bâtiments agricoles ou forestiers et 36 ha pour des équipements et aménagements touristiques) ;
- 430 ha ont été artificialisés.

Les dispositions de la loi Climat et Résilience visent à atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette » (ZAN) d'ici 2050. Elle impose au Sraddet de fixer une trajectoire permettant l'atteinte de cet objectif, et pour ce faire vise par tranches de dix ans une réduction du rythme de l'artificialisation des sols.

Le Sraddet de Bourgogne-Franche-Comté définit pour le territoire du Pays Lédonien un objectif de réduction que le SCoT devra prendre en compte d'au moins 50,9 % entre 2021 et 2030 de la consommation d'Enaf par rapport aux dix années précédentes (2011 – 2021).

Le projet de SCoT prévoit une enveloppe globale de 271 ha pour la période 2021 – 2030 et une enveloppe de 254 ha pour la période 2031 – 2045. Au sein de cette enveloppe, 25 ha sont fléchés pour des projets d'intérêt à l'échelle du territoire du Pays Lédonien, notamment pour le développement de l'hôpital de Lons-le-Saunier.

¹⁰Le rapport d'évaluation environnementale présente un tableau de ce type (pages 23 à 32).

¹¹Par exemple : « *En quoi le SCoT permet-il une utilisation économe des espaces naturels et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières ?* »

¹²La consommation et l'artificialisation sont deux notions différentes. La consommation d'espace correspond à la conversion d'espaces naturels, agricoles ou forestiers en espaces urbanisés, tandis que l'artificialisation est définie par loi Climat et Résilience comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol (source : portail de l'artificialisation des sols).

Le SCoT définit pour chaque EPCI des plafonds de consommation d'espace et d'artificialisation par tranches de dix années jusqu'en 2040, puis pour la période 2041 – 2045 (Cf. tableau suivant).

Répartition des plafonds de consommation et d'artificialisation par EPCI :

	Plafond 2021 – 2031 (10 ans)	Plafond 2031 – 2041 (10 ans)	Plafond 2041 – 2045 (4 ans)
ECLA	75 ha	56 ha	17 ha
CCBHS	72 ha	51 ha	16 ha
CCPJ	32 ha	21 ha	7 ha
CCTEC	82 ha	54 ha	17 ha
Total SCoT (hors projets d'échelle SCoT)	261 ha	182 ha	57 ha
Projets d'échelle SCoT	10 ha	10 ha	5 ha
Consommation totale annuelle moyenne	27,1 ha / an	19,2 ha / an	15,5 ha / an

(Source : « Justification des choix », partie 3.2; pages 43 et 44)

Le DOO précise que le foncier consommé entre 2021 et 2025 devra être soustrait au moment de l'élaboration des documents d'urbanisme¹³.

Ainsi, on constate que le seuil de consommation d'Enaf prévu par le SCoT d'ici à 2031 sera réduit de 50,9 % par rapport à la période 2011 – 2021, reprenant exactement l'objectif fixé par le Sraddet. Le document indique que ce taux sera porté à 55 % entre 2031 et 2041. Entre 2041 et 2045, à l'échéance du SCoT révisé, le PAS prévoit de poursuivre cet effort, pour atteindre une réduction de 65 % par rapport à la période de référence¹⁴.

La MRAe constate que la sobriété foncière a été significativement améliorée par rapport au SCoT de 2021 qui prévoyait une consommation maximale de 770 ha à l'horizon 2038.

La consommation maximale annuelle passe de 27,1 ha en moyenne pour la période 2021 – 2031 à 19,2 ha par an sur la tranche 2031 – 2041 puis à 15,5 ha par an sur les quatre dernières années du SCoT. Toutefois, il aurait été opportun d'accroître l'effort envisagé sur la consommation d'Enaf pour s'assurer que le Pays Lédonien sera en mesure d'appliquer le ZAN à l'échéance imposée de 2050.

La MRAe recommande que le SCoT soit plus ambitieux en matière de sobriété foncière à partir de la seconde période (2031/2041), afin que le territoire soit en mesure d'atteindre les objectifs de ZAN à l'échéance de 2050.

Espaces à vocation d'habitat

Le SCoT affiche un besoin de 5 840 nouveaux logements sur vingt ans qui seront répartis au sein des EPCI, tel que décrit dans la figure n° 2. En outre, il fixe l'objectif de produire *a minima* 40 % de ces logements sans consommer de foncier (réhabilitation, remise sur le marché de logements vacants, renouvellement urbain, changement de destination, division parcellaire)¹⁵, soit 2 335 logements. Chaque EPCI devra respecter à son échelle cet objectif. Ainsi, en imposant cette mesure permettant de limiter la consommation d'Enaf, le projet de SCoT révisé répond à l'une des recommandations émises par la MRAe sur la version de 2021, ce qui est satisfaisant.

Le diagnostic met en évidence une tendance à la stabilisation de la vacance depuis 2013 avec un taux d'environ 10 % de logements vacants)¹⁶, soit 5 787 logements vacants en 2021 dont 3 245 logements vacants depuis deux ans ou plus (donnée LOVAC)¹⁷. Le taux de vacance n'est pas homogène sur l'ensemble du

¹³Cf. prescription n° A2 du DOO (axe transversal, partie A.b., page 9).

¹⁴La réduction de 50,9 % à l'horizon 2031 a été calculée par rapport à la consommation d'Enaf sur la période 2011 – 2021. À partir de 2031, les objectifs de réduction fixés par le SCoT sont calculés par rapport à l'artificialisation des sols constatée sur cette même période de référence, et non par rapport à la consommation d'Enaf.

¹⁵Cf. prescription n° I-10 du DOO (axe 1, partie 1.3, page 34).

¹⁶Le diagnostic indique qu'en 2019, la part de logements vacants sur le Pays Lédonien s'élevait à 10,1 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale (8,2 %) et proche de la moyenne départementale (9,9 %) (source : Diagnostic socio-économique, partie 2.2, page 45).

¹⁷Cf. pièce n° 3 « Justification des choix » (partie 2.1, page 23).

territoire puisque la vacance réside principalement dans le pôle urbain et les bourgs-centres (environ 12,8 %). Le SCoT affiche un objectif de résorption de cette vacance pour atteindre un taux de 7 % de vacance par intercommunalités à l'horizon 2045¹⁸, répondant ainsi à la recommandation de la MRAe dans son avis de 2020¹⁹.

Compte tenu de l'échéance lointaine, la MRAe recommande que le SCoT révisé définisse des objectifs intermédiaires de résorption de la vacance et présente éventuellement un programme d'actions afin d'accompagner les collectivités dans l'atteinte de cette valeur cible de 7 %.

Le SCoT impose une densité minimale de 10 logements par hectare pour les opérations situées sur des sites de plus de 2 500 m². En outre, comme le SCoT de 2021, il impose des densités moyennes selon le niveau de l'armature urbaine et le type de logements construits : de 12 à 15 logements par hectare pour l'accueil des nouvelles populations, et de 15 à 30 logements par hectare pour le maintien de la population en place (Cf. Figure 3). Le dossier justifie cette différenciation en partant du principe que les logements visant le maintien de la population correspondent à des formes urbaines plus denses et plus diversifiées que ceux dédiés à l'accueil de nouvelles populations, en particulier des jeunes ménages et familles qui recherchent davantage des logements individuels²⁰.

	Densité moyenne pour l'accueil des nouvelles populations pour chaque EPCI	Densité moyenne pour le maintien de la population (desserrement, etc.) pour chaque EPCI
Pôle urbain	15 log/ha	30 log/ha
Bourg-centre	15 log/ha	25 log/ha
Bourg-relais	15 log/ha	20 log/ha
Communes rurales	12 log/ha	15 log/ha

Figure 3 : Densités moyennes à l'échelle des différents niveaux d'armature urbaine (source : DOO, prescription n°I-12, page 35)

Bien que les densités aient été revues à la hausse dans le SCoT révisé, la différenciation selon la destination des logements interroge quant à son intérêt et la faisabilité de son application. En effet, la destination des logements est un paramètre difficilement maîtrisable. Le dossier ne donne d'ailleurs aucune explication permettant la mise en œuvre de cette distinction dans les documents d'urbanisme. En outre, le document n'indique pas s'il s'agit de densités nettes ou brutes²¹.

La distinction entre les logements produits pour le desserrement et ceux dédiés à l'accueil de nouvelles populations étant difficilement maîtrisable, la MRAe recommande que le SCoT révisé apporte des informations sur l'application de ces différents seuils de densités afin que ceux-ci puissent être mis en œuvre dans les documents d'urbanisme.

La MRAe remarque que la densité minimale de 10 logements par hectare, exigée pour les opérations de plus de 2 500 m² est faible. En effet dans les zones rurales, la densité aujourd'hui communément appliquée dans les extensions urbaines pour limiter la consommation d'espace et l'étalement urbain est plutôt de 13 à 15 logements à l'hectare. En outre, cette faible densité ne va pas dans le sens de l'objectif de diversification de l'offre de logement, s'agissant notamment de la production de petits logements.

La MRAe recommande au SCoT de revoir à la hausse la densité minimale exigée pour les opérations situées sur des sites de plus de 2 500 m² afin de limiter l'étalement urbain et de favoriser la production de petits logements.

Espaces à vocation économique

À l'échelle du Pays Lédonien, les capacités foncières potentielles (surfaces disponibles ou fléchées à moyen terme pour l'accueil d'activités dans les ZAE) s'élèvent à plus de 269 hectares, répartis comme suit :

- 62 ha en densification au sein d'emprises déjà occupées et d'espaces mutables (friches, etc.) ;

¹⁸Cf. prescription n° I-10 du DOO (axe 1, partie 1.3, page 34)

¹⁹Le SCoT de 2021 définissait un objectif en nombre de logements vacants à remettre sur le marché, ce qui n'était pas proportionné au nombre de logements vacants par EPCI. Ainsi, dans son avis du 21 avril 2020, la MRAe avait recommandé de justifier cette répartition indifférenciée de résorption de la vacance entre les EPCI, ou de proposer des objectifs de réhabilitation proportionnés au nombre de logements vacants par EPCI.

²⁰Cf. pièce n° 3 « Justification des choix » (partie 3.2.1, page 44)

²¹La densité brute est calculée à l'échelle du quartier et prend en compte l'espace privé et l'espace public (voiries, voies cyclables ou piétonnes, noues, ...), alors que la densité nette correspond à la parcelle affectée à un propriétaire.

- 31 ha d'espaces aménagés non encore occupés (dents creuses, parcelles viabilisées en attente de commercialisation, parcelles en cours de viabilisation) ;
- 176 ha au sein d'espaces d'extension non encore aménagés.

Le diagnostic indique qu'au cours des dix dernières années, le développement économique s'est essentiellement fait en dehors des ZAE, générant des impacts sur le paysage, le mitage de l'espace et une consommation foncière trop importante²².

Le projet de SCoT ne distingue pas la consommation d'espaces à vocation économique de celle à vocation d'habitat, laissant chaque EPCI décider de sa répartition.

Afin de limiter la consommation foncière liée au développement économique, il privilégie l'accueil des activités au sein des zones d'activités existantes. Le DOO prescrit la reconquête d'au moins la moitié des surfaces disponibles, aménagées mais non occupées, dans les tissus urbains²³. Cet objectif n'est cependant pas assez mis en avant, il conviendrait de le faire ressortir afin que les documents d'urbanisme le prennent bien en compte.

Le Pays Lédonien s'est doté d'un atlas cartographique des zones d'activités économiques permettant d'identifier les capacités foncières de chaque ZAE du territoire à un instant T, afin d'accompagner les EPCI dans l'élaboration de leur stratégie foncière à vocation économique. Le dossier pourrait utilement indiquer le lien vers la page internet de cet atlas.

Le SCoT identifie 41 zones d'activités d'intérêt communautaire²⁴. Il est également précisé que le développement des autres espaces économiques locaux ne peut être envisagé que de manière proportionnée au sein de l'enveloppe urbaine et pour permettre le développement d'une entreprise déjà présente.

4.2. Préservation des milieux naturels, des continuités écologiques, des zones humides et du paysage

Le Pays Lédonien est un territoire rural dominé par la forêt (près de 50 % du territoire) et les zones agricoles (43 % du territoire dont les deux tiers sont en prairies), où les espaces urbanisés ne représentent que 3 % des usages du sol. Il abrite des milieux naturels variés traduisant une richesse écologique importante, tels que forêts de feuillus, pelouses sèches, prairies, mares, plans d'eau, ruisseaux et grottes et compte notamment six sites patrimoniaux classés et dix sites inscrits, dont certains en partie au titre de leurs richesses naturelles.

Plusieurs de ces milieux naturels font l'objet de protections ou d'inventaires. Le dossier recense notamment 205 zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I et 11 ZNIEFF de type II, représentant 12 881 ha (environ 7 % du territoire), 16 sites Natura 2000 dont 7 ZPS²⁵ et 9 ZSC²⁶, (26 % de la surface du territoire), 59 sites protégés par des arrêtés de protection de biotope (APPB), couvrant 2 922 ha (1,6 % du territoire), 30 espaces naturels sensibles, représentant 1 434 ha (0,8 % du territoire), la réserve naturelle nationale de la grotte de Gravelle, la réserve naturelle régionale de la Côte de Mancy et une réserve biologique dirigée au sein de la forêt communale de La Frasnée.

Les zones humides sont très présentes sur le territoire, notamment dans les secteurs de la Petite Montagne, de la Plaine Bressane et du Plateau des Lacs, mais également de manière plus localisée sur le reste du territoire, et disparaissent au fil des années. Le territoire compte au total 8 946 ha de milieux humides (prairies et boisement humides, mares, marais, tourbières, etc.) et 768 mares y ont été inventoriées par le conservatoire des espaces naturels (CEN) de Franche-Comté.

De plus, dans la partie Est du territoire, 17 communes du SCoT sont concernées par le parc naturel régional (PNR) du Haut-Jura.

La diversité des paysages du Pays Lédonien est favorable aux continuités écologiques. Le dossier propose une déclinaison de la trame verte et bleue (TVB), sur la base de celles issues de la version 2021 du SCoT du Pays Lédonien et du SCoT Haut-Jura de 2017, actualisées et complétées.

La TVB est présente sur l'ensemble du territoire et concerne des milieux variés : forestiers, ouverts, humides, aquatiques, rocheux. Les réservoirs de biodiversité des différentes sous-trames sont identifiés, comme ceux affiliés aux espaces bocagers, pelouses sèches et milieux rocheux.

Si la carte présentée dans le PAS et le DOO manque de précision, les cartes détaillées annexées au DOO²⁷ permettent une meilleure caractérisation des enjeux au niveau communal. La sous-trame des milieux souterrains, non présente dans la version 2021 des annexes du DOO, a été intégrée, permettant ainsi l'identification des cavités favorables aux chiroptères.

²²Entre 2011 et 2021, près de 40 % des espaces artificialisés se trouvent dans le périmètre des zones d'activités économiques, tandis qu'environ 60 % sont localisés en dehors de la zone (source : Diagnostic socio-économique, partie 3.2.2, page 149).

²³Cf. prescription n° I-7 du DOO (axe 1, partie 1.2.4, pages 31 et 32)

²⁴Cf. prescription n° B5 du DOO (axe transversal, partie B.b., pages 18 à 22)

²⁵Zone de protection spéciale

²⁶Zone spéciale de conservation

²⁷Cf. pièce n°2 « Annexes du document d'orientation et d'objectifs » (carte de la trame verte et bleue, pages 8 à 15)

Le SCoT affiche des objectifs de préservation et de restauration des milieux naturels et des éléments de la TVB par des mesures d'évitement et de restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques prescrites dans l'axe 3 du DOO. Une analyse fine de la TVB à l'échelle locale a été menée en lien avec des associations, permettant l'identification de 19 « points de conflits » (obstacles empêchant les déplacements des espèces) dont la restauration est à envisager. Le DOO prescrit aux documents d'urbanisme de poursuivre l'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques et de les préserver *via* leur zonage et leur règlement. Ces continuités devront faire l'objet de mesures spécifiques intégrées dans une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) thématique dédiée aux continuités écologiques, conformément aux obligations instaurées par la loi Climat et Résilience.

Le DOO cible également les éléments de nature « ordinaire », visant ainsi la préservation des éléments de la matrice bocagère et paysagère (haies, bosquets, murets, arbres isolés, vergers, pré-bois, etc.) dans les milieux agricoles non humides et le maintien de la « nature en ville ».

Les continuités humides sont bien présentes sur le territoire et sont intimement liées au réseau hydrographique. Le DOO prescrit la préservation des zones et des milieux humides²⁸ et rappelle que les dispositions du Sdage²⁹ Rhône-Méditerranée sur la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) s'appliquent sur ces milieux. Il conviendrait de mentionner que ces dispositions concernent aussi les cours d'eau.

L'inconstructibilité est encore le principe de base pour les réservoirs de biodiversité de la trame bleue. Cependant, le SCoT donne la possibilité aux documents d'urbanisme, en absence d'alternative démontrée pour éviter et réduire, d'intégrer des zones humides au sein de leurs OAP en rappelant les dispositions du Sdage concernant la compensation. De plus, comme dans la version précédente, le SCoT instaure la réalisation de prospections pédologiques et floristiques complémentaires pour des zones ouvertes à l'urbanisation supérieures à 2 500 m².

La MRAe tient à rappeler à nouveau que toute zone humide, quelle que soit sa superficie, doit être préservée, que l'évitement et la réduction des impacts doivent être privilégiés, et que, en dernier recours, pour les surfaces supérieures à 1 000 m², une compensation à hauteur de 200 % est prévue par le Sdage. En outre, en site Natura 2000, toute zone humide de plus de 100 m² susceptible d'être impactée par un projet devra faire l'objet d'une étude d'incidences Natura 2000³⁰.

La MRAe recommande :

- **de prescrire la réalisation des diagnostics nécessaires à l'identification des zones humides sur l'ensemble des zones ouvertes à l'urbanisation, quelle que soit leur superficie ;**
- **de prescrire clairement le classement des milieux humides identifiés en zone non constructible dans les documents d'urbanisme.**

Par ailleurs, le projet de SCoT révisé prévoit, comme dans sa version précédente, la suppression de la protection des rives des plans d'eau concernés par les dispositions de la loi Montagne dont la superficie est inférieure à 2 ha, en les excluant du champ d'application de l'article L.122-12 du Code de l'Urbanisme garantissant une distance de 300 mètres. Il concède ainsi aux documents d'urbanisme la possibilité de préciser le type de construction autorisées sur ces berges. Bien que ne dérogeant pas aux exigences réglementaires en vigueur, ce choix ne semble pas pertinent, dans la mesure où un critère de surface est arbitrairement retenu, sans prendre en compte d'éventuels enjeux paysagers et écologiques. Ainsi, des petits plans d'eau, dont l'intérêt peut être cependant majeur, ne sont pas protégés.

Compte-tenu de l'importance et de la vulnérabilité des milieux aquatiques et comme dans son avis du 21 avril 2020, la MRAe recommande vivement de retirer cette orientation régressive par rapport à l'objectif affiché de préserver la trame bleue.

La trame noire est abordée succinctement dans le dossier mais ne fait pas l'objet d'une réelle identification³¹. Si le DOO prévoit qu'une « *attention particulière soit portée aux pollutions lumineuses* »³², les enjeux liés à la préservation de la biodiversité et des paysages nocturnes ne sont toutefois ni qualifiés, ni cartographiés. L'absence de traduction de la trame noire sur un document graphique opposable du DOO affaiblit la portée du document et les pistes d'identification des ruptures de continuité à restaurer seront à poursuivre dans les documents d'urbanisme de façon volontaire.

La MRAe recommande qu'une cartographie de la trame noire soit intégrée dans le DOO (ou son annexe) pour identifier les ruptures de continuité au niveau local et favoriser l'efficacité des mesures

²⁸Cf. prescription n° III-10 du DOO (axe 3, partie 3.2.1., pages 88 et 89)

²⁹Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

³⁰Conformément à l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2019 fixant la seconde liste locale des projets soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 du Jura

³¹Cf. État initial de l'environnement – partie 3.3.9 (page 144)

³²Cf. prescription n° III-13 du DOO (axe 3, partie 3.2.2. page 105)

prévues pour la préservation de la biodiversité et des paysages nocturnes.

En outre, le SCoT mentionne à plusieurs reprises le principe de la démarche « Éviter, réduire, compenser », y compris en ce qui concerne le réseau Natura 2000³³. Or, la compensation ne s'applique qu'en cas d'impact sur les espèces et/ou les habitats, ce qui va à l'encontre d'une volonté de préservation, et qui dans le cas du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 n'est possible qu'après avoir démontré le caractère impératif d'intérêt public majeur d'un projet. Seul l'évitement permet une protection stricte.

La MRAe recommande que l'évaluation des incidences Natura 2000 soit corrigée en précisant que la compensation n'est possible qu'après avoir justifié de l'absence de solutions alternatives et démontré les raisons impératives d'intérêt public majeur d'un projet.

Le DOO affiche une volonté de préservation des paysages et des éléments patrimoniaux exceptionnels et d'améliorer l'attractivité du Pays Lédonien. Le territoire abrite deux sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO dans le cadre des sites palafittiques³⁴ autour des Alpes et de leur zone tampon : le lac de Chalain (rive occidentale) et le grand lac de Clairvaux-les-Lacs.

Il demande aux documents d'urbanisme communaux d'identifier les silhouettes urbaines et villageoises et les entrées de villes de qualité, les points de vue et les paysages remarquables et de mettre en œuvre des outils pour les protéger. Les prescriptions du DOO sont illustrées par des cartes comportant des orientations paysagères dans le but de mettre en valeur la richesse des paysages remarquables et de veiller à la qualité paysagère des espaces urbanisés.

4.3. Eau potable et assainissement

Eau potable

Le dossier informe que le département du Jura est doté d'un schéma départemental de l'alimentation en eau potable (SDAEP), établi pour la période 2015-2025. Une démarche d'actualisation de ce schéma est en cours depuis 2024. Les scénarios prospectifs des besoins en eau ne sont donc pas connus au-delà de 2025.

Les ressources en eau potable du Pays Lédonien sont en majorité issues des eaux souterraines (nappes alluviales ou nappes karstiques) et dans une moindre mesure des eaux superficielles. Le territoire dispose de 105 zones de captages et 163 points de prélèvements. Le dossier souligne les difficultés pour protéger la ressource en eau, liées notamment au contexte karstique, à la faible protection de surface des nappes alluviales ainsi qu'au nombre important de points de prélèvements. En raison de la forte sensibilité aquifère au risque de pollution, huit captages pour l'eau potable sont identifiés par le Sdage³⁵ du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 comme prioritaires pour la mise en œuvre d'une démarche de réduction des pollutions par les nitrates ou les pesticides, afin de restaurer la qualité de l'eau à l'échelle de leur aire d'alimentation. Le Sdage identifie en outre neuf zones de sauvegarde, où des efforts doivent être portés pour limiter ou éviter les pressions qui pourraient porter atteinte aux ressources identifiées comme stratégiques pour l'alimentation en eau potable (volumes et quantités).

Le dossier expose les enjeux quantitatifs liés à la ressource en eau : une trentaine de communes du territoire du Pays Lédonien sont en situation de déficit d'alimentation en eau potable et la ville de Lons-le-Saunier est en situation de vigilance. Le développement d'interconnexions entre les différentes unités de distribution, qui permettent de sécuriser l'alimentation en eau potable, n'est pas encore généralisé. Le dossier précise en outre qu'il y a un déficit de connaissance globale à ce niveau.

En termes de performance des réseaux de distribution, le dossier indique que le rendement moyen sur le territoire du SCoT est de 77 %, supérieur au rendement réglementaire de 67 %, mais qu'il existe d'importantes disparités territoriales. Cette donnée n'est par ailleurs pas disponible pour certaines communes.

Enfin, le dossier met en avant les tendances liées au changement climatique : intensification des sécheresses, étiages longs, assèchement des rivières, dégradation de l'état des cours d'eau... La problématique de l'alimentation en eau en termes quantitatifs comme qualitatifs est identifiée comme un des enjeux très forts du territoire du Pays Lédonien, accentuée par les effets du réchauffement climatique.

Le dossier identifie bien que le développement démographique et économique prévu par le SCoT entraînera de nouveaux besoins en eau potable³⁶. Concernant le développement démographique, il estime qu'il « est très maîtrisé et que ses effets sur l'accroissement des besoins en eau pourront être largement couverts par les économies d'eau et l'amélioration des réseaux ». S'agissant des incidences du développement économique, il indique qu'elles « ne peuvent être évaluées avec précision, car fortement dépendantes du type d'activité [...] ou de la répartition des flux de fréquentation dans l'espace et dans le temps pour ce qui concerne le tourisme ».

³³Cf. Évaluation environnementale du SCoT (pages 226 et 227)

³⁴Sites palafittiques : ensemble de vestiges d'habitations lacustres préhistoriques

³⁵SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

³⁶Cf. pièce n° 3-2 « Évaluation environnementale », partie 3.3.4.C « Analyse des risques d'incidences négatives » (page 163)

Il conclut que le SCoT devrait toutefois, grâce à l'ensemble des mesures prévues, assurer la pérennité de l'approvisionnement en eau potable.

Le DOO prescrit notamment aux documents d'urbanisme de conditionner toute ouverture à l'urbanisation à l'accès à un système d'approvisionnement en eau potable adéquat, à un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) dont le rendement est conforme ou supérieur aux seuils réglementaires, et de veiller à l'adéquation entre la ressource disponible et les besoins³⁷ évalués. Dans les communes situées au sein des secteurs en tension, le développement est autorisé sous réserve que les capacités d'alimentation en eau potable soient confirmées sur le long terme, et que les prévisions démographiques et économiques soient en adéquation avec la ressource. Le DOO indique qu'en l'absence des conditions précitées, l'ouverture des zones à urbaniser est différée (zone 2AU) et conditionnée à l'engagement des travaux d'amélioration du réseau, puisqu'elles sont à considérer comme non desservies.

Afin de conforter ces mesures, la MRAe recommande que le DOO précise que les documents d'urbanisme devront étayer les justifications, le cas échéant, par un état des lieux approfondi et la réalisation des études nécessaires permettant de démontrer l'adéquation des prévisions de développement avec les capacités d'alimentation en eau potable.

Le DOO prescrit aux documents d'urbanisme de prendre des mesures de protection dans les périmètres de protection de captages pour garantir la qualité de l'eau³⁸. Par précaution et anticipation, elles doivent être appliquées sur les parcelles situées à proximité immédiate des captages encore non protégés. Comme la MRAe le relevait déjà dans son avis sur le SCoT de 2021, cette notion de proximité immédiate paraît peu pertinente et il conviendrait plutôt de se référer à la notion de périmètre(s) rapproché(s) pour faciliter l'application de cette mesure.

Le DOO demande également que les documents d'urbanisme veillent à ce que les développements prévus soient compatibles avec la protection des zones de sauvegarde, répondant ainsi à une des recommandations émises par la MRAe dans son précédent avis.

Assainissement : eaux usées

117 stations d'épuration sont présentes sur le territoire du SCoT. Pour la plupart des communes, le réseau de collecte ne concerne pas l'ensemble des habitations et le zonage d'assainissement est généralement mixte avec un nombre de dispositifs d'assainissement individuels variable selon les communes. Par ailleurs, 77 communes relèvent en totalité d'un assainissement non collectif.

64 % des systèmes d'assainissement collectif sont non conformes (état des lieux 2022), les non-conformités concernant la collecte, les équipements et/ou les performances. De nombreux ouvrages souffrent de l'arrivée d'eaux claires ou d'eaux pluviales dans les réseaux qui perturbent le bon fonctionnement des stations d'épuration. Le dossier relève en outre que certaines communes sont soumises à de fortes variations de population en périodes touristiques et ne possèdent pas toujours les capacités de traitement adaptées pour y faire face.

Les données concernant l'assainissement non collectif (ANC) ne sont fournies que pour la communauté d'agglomération ECLA (32 % des installations d'ANC conformes en 2021) et la communauté de communes Bresse Haute Seille (25 % des installations d'ANC conformes en 2020).

Le dossier indique que les constructions nouvelles prévues par le SCoT, à destination d'habitat ou d'activités, généreront des rejets supplémentaires d'eaux usées susceptibles d'être sources de pollutions³⁹. Du fait de la volonté du SCoT de renforcer en priorité les centralités, la plupart des nouveaux développements seront raccordés à l'assainissement collectif. Il convient alors de vérifier la capacité des équipements d'assainissement collectif du territoire, en particulier les stations d'épuration, à répondre à la croissance envisagée et au traitement des eaux usées supplémentaires.

Le DOO prescrit ainsi aux documents d'urbanisme de conditionner l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à la capacité à traiter les eaux usées et de mettre en cohérence la localisation et le phasage des zones à urbaniser avec les schémas directeurs d'assainissement et le plan d'actions programmé sur le réseau d'assainissement, afin de permettre un traitement approprié des eaux usées⁴⁰.

Comme pour les mesures concernant l'eau potable, le DOO pourrait indiquer explicitement qu'en l'absence de mise en conformité préalable des stations d'épuration, d'adéquation de leurs capacités ou de travaux d'amélioration du réseau, l'ouverture des zones à urbaniser sera différée (zone 2AU).

Comme précédemment, afin de conforter ces mesures, la MRAe recommande que le DOO précise que

³⁷Prescription III-17, item « Articuler le développement avec les capacités d'assainissement et d'alimentation en eau potable (AEP) » (DOO, pages 107-108)

³⁸Prescription III-16, item « Sécuriser l'approvisionnement en eau potable tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif » (DOO, page 107)

³⁹Cf. pièce n° 3-2 « Évaluation environnementale », partie 3.3.4.C « Analyse des risques d'incidences négatives » (page 163)

⁴⁰Prescription III-17, item « Articuler le développement avec les capacités d'assainissement et d'alimentation en eau potable (AEP) » (DOO, pages 107-108)

les documents d'urbanisme devront présenter à l'appui des justifications une analyse de l'état initial détaillée et les études nécessaires pour démontrer l'adéquation des prévisions de développement avec les capacités d'assainissement des eaux usées.

Le DOO prévoit que pour les communes disposant de zones d'assainissement collectif et autonome, le développement est prioritairement envisagé dans les zones desservies par l'assainissement collectif. Aucune mesure n'est toutefois prévue pour les communes ne disposant que d'assainissement non collectif⁴¹.

La MRAe recommande d'étudier des mesures pour conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs en assainissement non collectif, et de les intégrer au DOO.

Assainissement : eaux pluviales

La MRAe souligne que les documents d'urbanisme ont la possibilité d'être un levier fort pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour une gestion vertueuse des eaux pluviales dans les aménagements. Le DOO prévoit plusieurs prescriptions⁴² s'appliquant aux documents d'urbanisme, relatives à la mise en place d'une gestion alternative⁴³ des eaux pluviales : privilégier l'infiltration des eaux quand la nature du sol le permet, limiter l'imperméabilisation des sols (coefficient de pleine terre ou de biotope, porosité et perméabilité des matériaux de voirie...), réaliser un traitement paysager des dispositifs de rétention, limiter les rejets d'eaux pluviales dans le réseau d'assainissement...

Les prescriptions relatives à la gestion alternative des eaux pluviales auraient pu être plus exigeantes en termes d'objectifs quantitatifs, en imposant par exemple le zéro rejet d'eaux pluviales vers le réseau *a minima* pour les pluies courantes, la définition d'objectifs de régulation des débits d'eaux pluviales avant leur rejet pour les pluies d'occurrence supérieure ou la renaturation d'espaces artificialisés en compensation des surfaces nouvellement imperméabilisées (en lien le cas échéant avec les dispositions du SDAGE).

La MRAe recommande de viser des objectifs quantitatifs plus ambitieux concernant la gestion des eaux pluviales dans les aménagements et de les retranscrire de façon concrète dans les prescriptions du DOO.

En outre, le dossier rappelle à juste titre que les prescriptions prévues en matière de gestion des eaux pluviales contribueront également à l'amélioration des systèmes d'assainissement en renforçant la conformité de la collecte et en réduisant les apports d'eaux claires parasites dans les stations d'épuration.

4.4. Risques naturels, nuisances et pollutions

Risques naturels

Le risque naturel le plus prégnant pour le Pays Lédonien est celui lié aux inondations, qui touche en particulier les bassins de la Seille et de la Vallière, ce dernier couvrant le pôle urbain de Lons-le-Saunier. Ce risque fait l'objet de quatre plans de prévention du risque d'inondation (PPRI) sur le territoire, qui concernent 39 communes. Le document « État initial de l'environnement » indique également que deux porter-à-connaissance concernant les inondations ont été élaborés sur des secteurs non couverts par un PPRI (inondations de la Brenne à Sellières et du Solvan à Lons-le-Saunier). Par ailleurs, il indique que le Pays Lédonien n'est pas identifié comme territoire à risques importants d'inondation (TRI). Une carte localise les zones inondables par débordement de cours d'eau pour la crue de référence⁴⁴.

En plus de l'intégration dans les documents d'urbanisme des règles édictées dans les PPRI, le DOO prescrit la préservation des champs d'expansion des crues contre l'urbanisation et l'identification des axes préférentiels de ruissellement et leur inconstructibilité. Les réseaux de haies et de bandes enherbées sont aussi protégés afin de faciliter l'infiltration des eaux⁴⁵.

Dans le contexte du changement climatique, qui risque d'aggraver les événements météorologiques extrêmes (comme le souligne le diagnostic), le SCoT aurait pu prévoir des prescriptions visant à améliorer la résilience de l'urbanisation existante en zone inondable (organisation viaire facilitant les secours, gestion de la vulnérabilité des réseaux...), afin d'aider les communes dans leur réflexion sur leurs documents d'urbanisme.

La MRAe recommande d'étudier et d'intégrer dans le DOO des mesures visant à améliorer la résilience

⁴¹À titre d'exemple : ne pas autoriser dans les zones d'assainissement non collectif les extensions des constructions existantes sans justification d'un dispositif d'assainissement conforme, s'assurer que la mise en place d'installation d'assainissement non collectif soit compatible avec la préservation de la qualité des milieux naturels (notamment les milieux humides).

⁴²Le rapport d'évaluation environnementale cite notamment les prescriptions III-17, I-13 et II-12 (page 162). Il omet de mentionner la prescription III-16 (Articuler les objectifs de densification avec les besoins de transparence hydraulique), qui concerne pourtant principalement la gestion des eaux pluviales, mais rappelle cependant les mesures prévues par cette prescription.

⁴³Le terme « gestion alternative » sous-entend des techniques visant à éviter le rejet des eaux pluviales vers le réseau d'assainissement public.

⁴⁴Carte 12 « Le risque inondation », page 192 du document « État initial de l'environnement »

⁴⁵Prescription III-18 « Prévenir les risques naturels » (DOO, pages 108-109)

de l'urbanisation existante en zone inondable.

Nuisances sonores

Le Pays Lédonien est notamment concerné par les nuisances sonores liées aux infrastructures de transport routier ou ferroviaire. Le DOO⁴⁶ édicte une localisation préférentielle des nouveaux projets d'habitat et d'équipements (équipements médico-sociaux, sanitaires, d'enseignement, etc.) en dehors des périmètres de classement sonore des infrastructures afin de ne pas augmenter l'exposition aux nuisances sonores des populations. La MRAe relève que si ce principe d'évitement est à appliquer en priorité, le DOO pourrait également encadrer les projets d'aménagement qui viendraient s'implanter dans des secteurs soumis aux nuisances sonores (à proximité des gares par exemple)⁴⁷.

La MRAe recommande qu'en cas d'implantation de logements ou d'établissements sensibles dans des secteurs bruyants, le DOO impose aux documents d'urbanisme d'une part de justifier cette implantation, et d'autre part d'étudier des dispositions complémentaires pour réduire l'exposition des futurs habitants ou usagers aux nuisances sonores.

Pollution des sols

Le diagnostic rappelle à juste titre que dans un contexte de maîtrise de l'artificialisation des sols, le recyclage foncier constitue un véritable enjeu pour l'aménagement durable des territoires. La MRAe souligne que certains anciens sites industriels, potentiellement pollués, font partie de ce foncier stratégique et qu'il convient de les prendre en compte de manière adaptée dans l'aménagement du territoire, afin d'éviter d'exposer de nouveaux usagers aux risques sanitaires liés aux pollutions des sols. La prise en compte de la pollution des sols est donc un enjeu sanitaire qui peut devenir une préoccupation plus prégnante dans le contexte du ZAN, mais cet enjeu ne figure toutefois pas explicitement dans la synthèse des enjeux⁴⁸.

Le document « État initial de l'environnement » liste les sept sites pollués connus sur le territoire du Pays Lédonien, identifiés dans la base de données Géorisques⁴⁹ et dont la plupart font l'objet d'un classement en secteurs d'information sur les sols (SIS)⁵⁰. Il mentionne également la base de données Casias⁵¹ qui recense l'ensemble des anciens sites industriels et activités de service, en activité ou non, susceptibles d'être pollués, mais il ne présente pas les données issues de cette base concernant le territoire du Pays Lédonien.

Deux prescriptions du DOO concernent le sujet des sols pollués. La prescription B-2 demande aux documents d'urbanisme d'identifier les potentiels de désartificialisation des « *sites pollués, friches, éléments patrimoniaux en déshérence ou délaissés urbains* » et de proposer des scénarios de reconquête de ces espaces. La prescription III-21 intitulée « Réduire la production de polluants »⁵² demande aux documents d'urbanisme d'identifier et de localiser tous les sites et sols pollués et d'intégrer « *ces résultats pour évaluer leur potentiel foncier* ». Elle rappelle également que le renouvellement d'une friche doit tenir compte de la présence de sites et sols pollués et faire l'objet, le cas échéant, d'un plan de gestion des pollutions en adéquation avec la vocation future envisagée. En outre, elle demande de localiser les équipements sportifs et scolaires en dehors des secteurs les plus pollués. Cette dernière précision gagnerait à être étendue à l'ensemble des établissements accueillant des populations sensibles, conformément à la circulaire du 8 février 2007⁵³.

La MRAe relève qu'afin de prévenir les risques sanitaires, il convient que les documents d'urbanisme ne se limitent pas à identifier les sites pollués connus, mais également les sites potentiellement pollués, sur lesquels des études de pollution devront être réalisées afin de déterminer la nature et l'importance des pollutions, ainsi que les modalités de gestion de ces pollutions le cas échéant, en fonction de l'usage futur envisagé (selon la méthodologie définie au niveau national⁵⁴). C'est en effet sur la base de ces études que pourront être définis des scénarios adaptés de reconquête des friches.

⁴⁶Prescription III-20 « Prévenir ou réduire les effets nuisibles de l'exposition au bruit » (DOO, pages 111-112)

⁴⁷À titre d'exemple : isolement acoustique, adaptation des hauteurs, formes et positionnements des bâtiments pour limiter la propagation du bruit, mise en place de protections acoustiques (merlon, écran acoustique) ...

⁴⁸Cf. notamment synthèse des enjeux « Nuisances et pollutions » du résumé non technique, page 21

⁴⁹Sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (ex base de données BASOL)

⁵⁰Les secteurs d'information sur les sols (SIS) recensent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

⁵¹Casias : carte des anciens sites industriels et activités de services

⁵²La prescription III-21 est intitulée de manière un peu réductrice « Réduire la production de polluants », puisqu'elle concerne aussi la prise en compte des pollutions existantes et leurs effets sur la santé. Cet intitulé pourrait nuire à sa visibilité.

⁵³La circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles précise que les établissements sensibles doivent être évités sur les sites pollués. S'il s'avère impossible de trouver un site alternatif non pollué, une telle impossibilité doit alors être étayée par un bilan des avantages et inconvénients des différentes options de localisation. Les établissements sensibles, au sens de cette circulaire, sont notamment les crèches, écoles, établissements d'hébergement d'enfants handicapés, aires de jeux et espaces verts attenants, collèges et lycées.

⁵⁴La méthodologie de gestion des sites et sols pollués a été actualisée en 2017 (cf. rubrique « Sites et sols pollués » : <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/sites-sols-pollues>).

Afin d'assurer une meilleure prise en compte de la pollution des sols dans les documents d'urbanisme, enjeu sanitaire important, la MRAe recommande de clarifier la rédaction des prescriptions du DOO en mentionnant la nécessité d'études sur tous les sites potentiellement pollués pour lesquels une reconversion est envisagée, et pas seulement sur les sites pollués ayant déjà fait l'objet de diagnostics.

Lutte contre les plantes allergisantes

L'Ambroisie à feuille d'armoise est une plante hautement allergisante pour l'homme et à fort potentiel d'envahissement. Il est à noter que cette espèce progresse à la faveur des aménagements humains (routes, voies ferrées, canaux, friches industrielles). Le risque lié à l'ambroisie est mentionné dans l'état initial de l'environnement⁵⁵ mais ne fait l'objet d'aucune prescription dans le DOO.

En outre, le dossier ne traite pas de la problématique de la propagation d'autres espèces exotiques envahissantes dans les milieux naturels, et devrait être complété par le repérage de ces espèces à partir des données existantes.

Ainsi, le SCOT devrait prévoir des prescriptions afin d'éviter la propagation des espèces envahissantes, en encadrant notamment le choix des essences dans les documents d'urbanisme et en indiquant la nécessité de réaliser un état des lieux des terrains avant tout projet de travaux pour ne pas disséminer des semences.

La MRAe recommande au SCoT :

- **de prescrire des mesures de lutte et de gestion contre les plantes allergisantes, et notamment l'Ambroisie à feuilles d'armoise ;**
- **de prendre en compte les incidences de la propagation des autres espèces exotiques envahissantes dans les milieux naturels.**

Risque vectoriel lié au moustique tigre

La hausse des températures associée à la multiplication des épisodes pluvieux intenses est favorable au développement du moustique tigre (*Aedes albopictus*), vecteur de maladies transmissibles à l'homme et implanté dans le département du Jura depuis 2020, comme l'indique l'évaluation environnementale.

Le SCoT révisé ne prend cependant pas en compte les enjeux liés à cette espèce, aucune mesure n'étant prévue pour en limiter la propagation et la prolifération. Le moustique tigre faisant partie des priorités de santé publique en Bourgogne-Franche-Comté⁵⁶, il conviendrait donc que le risque vectoriel lié à cette espèce fasse l'objet d'une prescription complémentaire.

La MRAe recommande l'ajout d'une prescription supplémentaire afin d'assurer la bonne prise en compte du risque vectoriel lié au moustique tigre dans les documents d'urbanisme.

4.5. Changement climatique et transition énergétique : qualité de l'air, gaz à effet de serre (GES) et énergies renouvelables

Le dossier dresse un état des lieux du contexte énergétique, des mobilités et du climat au sein du territoire du Pays Lédonien. Les bilans des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la production d'énergies renouvelables (EnR), sont assez anciens puisque basés sur les chiffres de 2018. Une actualisation des chiffres apparaît nécessaire.

Les émissions de GES du Pays Lédonien sont de 7,8 tCO₂ équivalent par habitant en 2018 et sont stables dans le temps, avec seulement 1 % d'augmentation entre 2012 et 2018. Ce ratio par habitant est inférieur à la moyenne du Jura et de Bourgogne-Franche-Comté.

La consommation d'énergie locale est dominée par le transport routier, la voiture est d'ailleurs le principal mode de déplacement sur le territoire. Le secteur résidentiel est également un acteur majeur, notamment du fait de la précarité énergétique. Suivent les secteurs de l'industrie et du tertiaire. Le transport non routier, le secteur agricole et le traitement des déchets consomment proportionnellement peu.

L'énergie consommée sur le territoire est essentiellement issue de ressources fossiles (produits pétroliers et gaz naturel, à hauteur de 63 %), auxquelles s'ajoute l'électricité (21 %), ainsi que d'autres sources, minoritaires (déchets pour 2 %, chaleur urbaine pour 1,4 %). La part des énergies renouvelables est de 12,5 %, les deux sources principales étant l'hydroélectricité et le bois (chaufferies et chauffages individuels). Le territoire dispose en effet de ressources sylvicoles conséquentes et le recours au bois de chauffage reste fréquent chez les particuliers, bien que la pratique de l'affouage soit en baisse dans de nombreuses communes rurales. La ressource en bois du Pays Lédonien présente un potentiel de développement, la forêt représentant 45 % de sa surface (72 000 hectares).

Le SCoT révisé a pour objectif de conforter la filière, par la préservation de la ressource sylvicole et le

⁵⁵État initial de l'environnement, partie 7.3.1. (page 327)

⁵⁶Source : ARS Bourgogne-Franche-Comté

développement de la desserte. Le choix de favoriser le développement de la filière bois-énergie mériterait d'être approfondi et conditionné aux pratiques forestières par l'ajout dans le DOO d'une prescription encourageant la gestion durable de la forêt⁵⁷.

Le mix énergétique sur le territoire est assez limité. Le territoire entend diversifier sa production d'EnR en développant notamment l'énergie solaire. Le SCoT doit en effet contribuer à la trajectoire définie par le Sraddet en matière de réduction des émissions de GES, de sobriété énergétique et de développement des EnR. Cette trajectoire doit permettre d'atteindre en 2050 l'ambition de BFC d'être ne région à « énergie positive ».

Les capacités de production d'électricité photovoltaïque cumulent sur le Pays Lédonien une puissance d'environ 8,7 MW en 2021 (ATMO BFC), et sont en hausse depuis 2013. Le potentiel éolien du territoire est quant à lui très faible, aucune commune ne présentant des conditions favorables au développement du grand éolien.

Le DOO prévoit que le développement des EnR se fasse prioritairement sur les espaces artificialisés, les toitures présentant une sensibilité moindre et au sein des zones d'activité⁵⁸, mais ne fait pas mention des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAER). Il aurait pu davantage détailler les objectifs et les actions qui concernent les documents de planification afin d'être plus prescriptif.

Le Pays Lédonien dispose également de deux autres leviers pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre : les transports et le bâti. Afin de réduire la consommation énergétique, le SCoT mobilise la conception bioclimatique des bâtiments nouveaux, l'amélioration du parc de logements existants, la réduction des flux de véhicules par le développement des alternatives à la voiture individuelle et des formes urbaines moins énergivores⁵⁹. Il vise également l'équilibre entre bassins d'emplois locaux et offre de logement et d'équipements et commerces de proximité.

La MRAe recommande :

- **d'actualiser les chiffres concernant la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du territoire ;**
- **de définir dans le DOO des objectifs chiffrés de production d'énergie renouvelable à l'échelle du territoire ;**
- **de prescrire l'identification des sites favorables à leur développement dans les documents d'urbanisme au regard du moindre impact environnemental ;**
- **de garantir la préservation de la filière-bois en intégrant dans les objectifs du SCoT en prescrivant une gestion durable de la ressource.**

⁵⁷ La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité de satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes aux niveaux local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes. (article L1 du code forestier).

⁵⁸ Cf. prescription n° III-24 du DOO (axe 3, partie 3.3.6., page 114).

⁵⁹ Cf. prescriptions n° III-23 à n° III-26 du DOO (axe 3, partie 3.3.6., pages 113 à 115).